



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

G 20

Question au Gouvernement n° 2705

Texte de la question

RÉSULTATS DU G 20

M. le président. La parole est à M. Paul Giacobbi, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Paul Giacobbi. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Plus de trois ans après le début de la crise économique la plus grave de l'histoire du monde occidental, rien ne nous permet encore d'en entrevoir l'issue. Ni les déséquilibres structurels des balances des paiements courants, ni la divergence croissante des revenus du capital et du travail, ni le chaos du système monétaire international n'ont fait l'objet à ce jour d'une prise en compte sérieuse, encore moins d'un début de solution de la part de la communauté internationale.

Malgré tout ce qui a été fait, les appels de fonds publics destinés à sauver certaines banques de la faillite continuent à affluer dans le monde et en Europe, tandis qu'aucun État ne semble véritablement à l'abri de l'insolvabilité, pas même l'Allemagne, avec certains de ses Länder plus lourdement déficitaires que l'État de Californie et certaines de ses banques commerciales plombées par un risque d'"illiquidité" qui avoisine le milliard de milliard d'euros.

Dans ces conditions, les observateurs les plus optimistes prévoient un net ralentissement d'une croissance déjà bien faible dans les pays occidentaux et l'accélération du phénomène qui conduit inéluctablement l'Asie de l'émergence économique à la domination planétaire.

Les plus réalistes redoutent la multiplication des crises de confiance dans un monde où la solvabilité des États dépend étroitement des marchés financiers.

En 2007, on nous disait ici que la France ne serait pas affectée par une crise exclusivement américaine. En octobre 2008, on nous affirmait courageusement que le risque systémique avait disparu. Il y a deux ans, presque jour pour jour, répondant à ma question, le Gouvernement prévoyait que le G20 allait aboutir dans un délai de deux ans à une sorte de nouveau Bretton Woods. Nous y sommes.

Au moment où la France prend pour un an la présidence du G20, pouvez-vous nous dire quelle est la stratégie de notre pays pour la refonte du système monétaire international, dont dépendent notre stabilité et notre avenir économique ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur Giacobbi, vous connaissez bien cette question et vous aviez rédigé un excellent rapport sur la modification des grands équilibres économiques.

C'est plutôt de grands déséquilibres économiques qu'il est question actuellement, comme vous l'avez dit à l'instant. Qu'a fait le G 20 dans ce contexte ? Il a répondu d'abord à une situation de crise internationale inédite, en restaurant l'équilibre d'un système financier qui était totalement ébranlé, en engageant un processus de croissance qui était complètement gelé et surtout en évitant des mesures protectionnistes qui auraient été absolument néfastes pour l'ensemble des économies du monde.

Dans ce contexte, la France a pris la présidence du G 20 et elle va se concentrer en particulier sur la restauration du système monétaire international. Que souhaitons-nous envisager à cet effet ?

D'abord, nous proposerons un agenda, sous l'autorité du Président de la République qui permette la coopération entre les États - premier principe - plutôt que la compétition. En effet, la compétition tant en matière monétaire qu'en matière de politique économique serait catastrophique pour nos économies.

Deuxième principe : la protection. Parce que, aujourd'hui, bien plus encore que les économies développées auxquelles nous appartenons, ce sont les pays en développement et bien souvent les pays les moins développés qui subissent les conséquences de ces mouvements d'entrée et de sortie de capitaux très rapides. Troisième principe : diversifier l'ensemble des ressources et des réserves dont dispose le système monétaire international pour éviter un déséquilibre excessif qui serait lié à une mono-réserve, en l'espèce le dollar américain.

Et puis, bien évidemment, il faut poursuivre ce travail de coopération, sans lequel nous irions vers des mesures à la fois de protectionnisme économique et de protectionnisme monétaire qui seraient absolument catastrophiques.

Ces trois aspects - protection, diversification et coopération - sont liés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Paul Giacobbi](#)

Circonscription : Haute-Corse (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2705

Rubrique : Relations internationales

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 novembre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 18 novembre 2010